
V^e CONGRÈS DU P.S.U.

 Esquisse d'une orientation pour le développement du P.S.U.

Dans deux mois (23-24-25 juin) se tiendra le 5^e Congrès du P.S.U. Ces assises nationales doivent être l'occasion d'une clarification politique désormais indispensable. A l'extérieur, dans les secteurs où notre influence s'est développée au cours des dernières années, beaucoup attendent avec intérêt de connaître les choix que nous allons faire. A l'intérieur, les militants n'engageront toutes leurs forces dans le combat des prochains mois que s'ils savent d'abord quel est le sens de ce combat, que s'il est répondu aux questions qu'ils se posent sur l'avenir de leur parti.

Un parti socialiste sérieux ne remet pas en cause à chaque congrès sa stratégie fondamentale. Nous sommes pour notre part persuadés que les grandes options du Congrès de Clichy (1961) restent justes.

— *Nous avons en effet montré que le régime gaulliste n'est pas tant l'expression du « pouvoir personnel » que la traduction politique actuelle du capitalisme français.*

— *Nous avons affirmé la nécessité de lui opposer une « alternative socialiste » et non seulement « démocratique », — globale et non parcellaire —, fondée sur la stratégie des réformes de structure anticapitalistes, — axée sur des alliances de type « Front Socialiste » entre les forces représentatives de travailleurs et non sur l'entente des « Républicains » et des « Démocrates ».*

— *Nous avons proclamé la volonté de rechercher constamment l'unité de la gauche, sur un accord de fond, donnant la priorité au programme et non à la tactique.*

Ces options constituent l'acquis du P.S.U. et n'ont pas à être remises en cause.

Ce que doit faire notre 5^e Congrès, c'est déterminer comment cette stratégie peut se développer dans la période présente, en fonction d'une situation à bien des égards nouvelle.

Le progrès que la gauche unie vient de marquer contre le régime gaulliste est le fait dominant de la présente période. La photographie électorale que les législatives ont donnée de cette situation nouvelle ne fait que traduire les réalités profondes que sont :

— **l'hostilité de plus en plus vigoureuse des travailleurs à la politique économique et sociale de classe, systématiquement appliquée par le régime de la V^e République ;**

— **le déclin de l'anticommunisme de la période de guerre froide ;**

— **l'évolution amorcée en 1962, confirmée en 1965 et surtout en 1967 par les forces qui composent aujourd'hui la F.G.D.S., et particulièrement par la S.F.I.O., en faveur d'une alliance à gauche ;**

— **la possibilité donnée à la coalition de gauche d'arracher au gaullisme toute une série d'éléments qui prennent de mieux en mieux conscience que la satisfaction de leurs intérêts suppose une autre politique, donc un autre régime.**

Une solution de rechange à gauche est désormais possible. Toute stratégie qui se situerait en dehors de la coalition de gauche serait donc condamnée à l'inefficacité. La démarche des bonnes âmes du gaullisme de gauche, éternelles

cautions des choix qu'ils critiquent, apparaît plus dérisoire que jamais. — La défaite des hommes de Lecanuet a réduit provisoirement au silence les partisans du centrisme au sein de la F.G.D.S. — L'« érosion » du gaullisme et l'apparition d'une solution de rechange à gauche mettent à l'ordre du jour *la possibilité de changements importants, notamment d'un changement de majorité à plus ou moins brève échéance et d'une arrivée de la gauche au pouvoir.*

C'est en fonction de cette situation nouvelle que l'on doit déterminer *les quatre questions essentielles* qui se posent à notre Congrès :

1° Quels objectifs de programme la gauche doit-elle mettre en avant si elle veut prendre et conserver le pouvoir ? Comment doit-elle faire évoluer le rapport des forces sociales et politiques afin d'apporter des changements durables ?

2° Quels grands thèmes d'action le P.S.U. doit-il mettre en avant, en y engageant toutes ses forces, pour que l'orientation de la gauche unie soit celle de l'alternative socialiste ?

3° Quelle place assignons-nous au P.S.U. dans la coalition de gauche et quels rapports doit-il avoir avec ses partenaires, notamment la F.G.D.S., le Parti Communiste, les forces syndicales ?

4° Quels problèmes d'organisation interne le P.S.U. doit-il résoudre s'il veut réussir à mener à bien cette stratégie ?

I. — Le programme de la gauche

La gauche n'est pas encore majoritaire et toute perspective de victoire suppose que soit ralliée à elle la marge des hésitants ou de ceux qu'il faut encore arracher au gaullisme. La tentation sera donc constante de faire les ouvertures, voire de passer les compromis tactiques qui poseraient le problème; de la succession sur le plan d'une stricte arithmétique électorale ou parlementaire. Face aux possibilités de résurgence du Centrisme, il est donc indispensable qu'au sein de la coalition de gauche s'affirme le poids de ceux qui pensent que la conquête de ces éléments nouveaux suppose non pas un affadissement des positions de la gauche, mais une plus grande cohérence dans la réponse socialiste aux problèmes posés à une société capitaliste avancée.

La question de l'orientation politique et du programme de la coalition de gauche reste

donc le problème essentiel; il est bien évident qu'il le sera d'autant plus que les perspectives d'un changement de majorité et de l'exercice du pouvoir par la gauche seront plus proches. Les erreurs d'une opposition ne font que renforcer temporairement la majorité, que lui accorder un sursis; les fautes d'un gouvernement de gauche retardent pour des années toute possibilité d'évolution vers le socialisme. Prendre aujourd'hui son parti d'une longue période « démocratique » se traduisant par un gouvernement de centre gauche, à laquelle succéderait, on ne sait trop comment, une période socialiste, revient à réintroduire le vieux mirage en deux étapes, cher à la social-démocratie occidentale. Ni 36, ni 45, ni 56 en France, ni l'expérience Wilson ou le centre gauche italien ne peuvent laisser le moindre espoir qu'une telle stratégie puisse déboucher sur autre chose qu'un abandon de toute perspective socialiste, puisse faire de l'expérience de gauche autre chose qu'un intermède, qu'une variante progressiste dans la gestion de l'Etat capitaliste. Réaffirmer qu'il n'est pas possible d'apporter des améliorations substantielles et durables au sort des travailleurs sans s'attaquer au pouvoir et aux structures capitalistes ou sans modifier les rapports entre les classes, ne revient nullement à fuir vers des affirmations gauchistes ou une attitude sectaire de tout ou rien. Cela revient seulement à reconnaître ce qu'a toujours affirmé le P.S.U., que la bataille pour les réformes de structures anticapitalistes est actuelle, qu'elle est constante, qu'au-delà des situations changeantes (opposition ou pouvoir), elle exige l'affirmation des solutions socialistes au sein de la coalition de gauche.

Ces solutions ne peuvent être des solutions techniques modifiant tout au plus quelques mécanismes secondaires des structures sociales. Aujourd'hui, l'Etat capitaliste, largement intégré par son intervention dans la vie économique au fonctionnement d'une économie dominée par les grandes concentrations capitalistes, ne peut être utilisé tel quel, même, pour une politique de concessions passagères aux travailleurs. Il faut modifier les règles du jeu et donner à un nouveau pouvoir d'orientation socialiste les moyens d'intervention nécessaires pour changer les conditions de vie et de travail des couches non privilégiées.

Cela suppose que ce pouvoir s'appuie sur des structures politiques non autoritaires, radicalement différentes de celles de la V^e République, démocratisées de façon à permettre un contrôle effectif et permanent des gouvernants sur les gouvernés. Cela suppose également que les conditions d'une planification de l'écono-

mie au service des besoins soient réunies. Il faut que soient en particulier prévues les mesures nécessaires pour résister au sabotage prévisible du grand capital européen (Europe des Six).

Mais ce serait considérablement réduire l'enjeu que de circonscrire une telle recherche au seul cadre français ou européen. La période de la guerre froide qui voyait s'affronter deux grands blocs monolithiques appartient maintenant au passé. En revanche, le grand mouvement d'émancipation du tiers monde, lors des années 50-60, a souvent fait place, une fois l'indépendance politique arrachée, à un mouvement de régression, de consolidation des bourgeoisies nationales, à une formidable contre-offensive du néo-colonialisme et de l'impérialisme. Il n'en reste que plus important de noter la convergence d'un combat et d'une affirmation commune, au Vietnam d'abord, en Amérique latine et en Afrique ensuite, pour refuser de s'incliner devant les intérêts de l'un ou l'autre bloc, et pour maintenir la nécessité de lier étroitement la lutte contre l'impérialisme au combat pour le socialisme.

Si, en fonction de situations différentes, le combat prend des formes diverses dans les pays développés et dans ceux du tiers monde, il n'en reste pas moins évident qu'une bataille pour le socialisme en France ne peut se concevoir dans l'orbite américaine, et qu'elle ne prend tout son sens que si elle élargit ses objectifs et ses alliances à tous ceux qui, sur le plan international, partagent les mêmes options. Il faut une fois pour toutes en finir avec la fausse affirmation suivant laquelle les problèmes internationaux seraient à passer sous silence parce qu'ils diviseraient la gauche; il faut que le 5^e Congrès du P.S.U. dise clairement que *la construction d'un vaste front anti-impérialiste est une des conditions du renforcement en France du courant d'alternative socialiste.*

II. — Les grands thèmes d'action du P.S.U.

Comme le P.S.U. l'avait toujours pensé et annoncé, c'est par sa politique économique et sociale que le gaullisme se condamne à l'échec. C'est donc sur ce terrain que la gauche doit prendre l'offensive; elle le fera par un certain nombre de campagnes d'action répondant à des nécessités précises :

— Insérer notre action dans les luttes principales du moment, susceptibles d'être menées par de très larges secteurs de la gauche ; par là, éviter toute tentation d'isolement et de

repli sur soi;

— Permettre, en partant des réalités tangibles, de mobiliser de larges couches de l'opinion et de faire progresser le niveau des luttes en rendant peu à peu évidente la nécessité de profondes réformes de structures anticapitalistes ;

— Etablir une liaison constante entre les actions menées et les propositions publiées par le P.S.U. (notamment au niveau de ses parlementaires comme dans les rencontres qu'il aura avec ses partenaires de la gauche).

En fonction de ces critères, nous proposons de retenir *quatre grands thèmes prioritaires*. Aujourd'hui, nous nous contentons de les proposer aux militants. Dans un court délai, quatre rapports détaillés seront versés dans le débat. Au cours du Congrès, quatre grandes commissions devraient discuter de ces rapports comme de l'apport des sections et fédérations; les textes définitifs soumis au vote du Congrès seraient alors élaborés.

Il faut prioritairement orienter l'action du P.S.U. sur :

- a) L'emploi et les conditions de travail ;
- b) Le logement et la vie urbaine;
- c) L'enseignement et l'insertion des jeunes dans la société;
- d) la lutte contre l'impérialisme américain.

a) L'EMPLOI ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL.

Dans presque toute la France, les travailleurs sont inquiets pour la sécurité de l'emploi. Le chômage, le sous-emploi, la déqualification menacent des couches de plus en plus nombreuses :

— Les jeunes qui trouvent de plus en plus difficilement à s'intégrer dans la vie productive ;

— Les travailleurs d'âge mûr, très durement frappés par les mesures de licenciement actuelles ;

— les travailleurs des régions de mono-production ou faiblement industrialisées ;

— les cadres, en particulier les ingénieurs qui s'aperçoivent qu'ils ne possèdent plus un métier à vie ;

— les travailleurs étrangers, le plus sou-

vent simples manoeuvres.

Ces phénomènes ne sont pas passagers : ils correspondent à une évolution profonde du capitalisme en Europe occidentale, caractérisée par l'aggravation de la concurrence internationale, la course aux innovations techniques qui s'ensuit dans certaines branches de l'industrie, les concentrations et les réorganisations d'entreprises, la recherche de la rentabilité par la compression des frais de main-d'œuvre et par l'intensification du travail. La politique économique et financière du gouvernement accentue encore cette menace qui pèse sur les travailleurs ; elle recherche de manière explicite un chômage plus important pour limiter les pressions à la hausse des salaires et s'en remet de plus en plus à l'initiative privée pour créer de nouveaux emplois.

Face à cette offensive, le P.S.U. doit formuler et populariser les mots d'ordre qui permettront de mobiliser les travailleurs pour la défense de leurs moyens d'existence :

- Généralisation et coordination des luttes contre les licenciements ;
- Pas de licenciements sans réemploi dans des conditions de rémunération et de travail équivalentes ;
- Pas de reconversions entraînant des déclassements ;
- Interdiction des lock-out.

Mais en même temps, notre parti ne doit pas dissimuler qu'il est impossible de résoudre définitivement le problème de l'emploi sans s'attaquer à la logique du profit qui domine notre économie, sans opposer aux choix du gouvernement et des grands monopoles capitalistes des choix dictés par les besoins réels des travailleurs. Pour faire face au chômage et au sous-emploi, l'action systématique d'un secteur socialisé de l'économie disposant des leviers économiques essentiels est indispensable : un gouvernement au service des travailleurs doit en effet pouvoir lutter contre le dépérissement de régions entières par l'amélioration de l'équipement public, par la création d'entreprises nouvelles, par l'extension, la diversification et la transformation des industries échappant déjà au secteur privé.

Cette politique qui assume les reconversions devenues nécessaires en fonction d'un progrès technique, tout en les mettant au service des travailleurs, doit être complétée par une politique de l'éducation permanente, du recyclage

professionnel permanent dont les frais seraient assumés par la collectivité. Aucun travailleur ne devrait être enfermé toute sa vie dans un métier, dans une qualification ou dans une branche d'industrie. Tous devraient pouvoir utiliser leurs capacités au maximum.

Une campagne systématique dans ce sens ne peut trouver toute son ampleur que si elle est associée à une campagne de même type sur les conditions de travail pour desserrer l'étreinte de l'arbitraire patronal dans les entreprises et pour donner plus de possibilités d'action aux travailleurs et à leurs représentants :

— Les sections syndicales dans les entreprises doivent avoir, sans discrimination et sans qu'on puisse leur opposer un quelconque règlement intérieur, la possibilité de procéder à leur activité de propagande dans l'enceinte même de l'entreprise (réunions, diffusion de tracts, déplacement de responsables, etc.) ;

— Les licenciements de responsables syndicaux ou de délégués élus doivent être absolument interdits ;

— Les primes, les avantages en nature, les indemnités pour chômage partiel ne doivent être attribués ou retirés que sur accord des comités d'entreprise ou d'établissement ;

— Les comités d'entreprise ou d'établissement doivent avoir accès sans restriction à la comptabilité et aux plans de production ;

— Les comités d'entreprise ou d'établissement doivent pouvoir s'opposer aux mesures d'organisation du travail, aux règles d'avancement qu'ils jugent préjudiciables aux intérêts des travailleurs ;

— Les grilles de salaires, les définitions des postes de travail (points qualification, etc.) doivent obligatoirement faire partie des termes du rapport de travail négociés dans les conventions collectives ou dans les accords d'entreprise.

Pour faire avancer ces revendications essentielles, les sections et les fédérations développeront les contacts avec les organisations de travailleurs, syndicales, familiales et politiques, en vue d'approfondir les mouvements de revendications, populariser les thèmes des grèves, appuyer des comités de soutien, créer des comités locaux et régionaux pour le plein emploi, ainsi que des comités contre les conditions de travail abusives.

Le P.S.U. s'efforcera également d'organiser

des rencontres avec les travailleurs d'autres pays pour étudier en commun les conséquences des politiques de libre-échange et s'opposer à la politique économique, et financière des monopoles capitalistes internationaux.

b) LE LOGEMENT ET LA VIE URBAINE.

La situation chaque jour plus dramatique des mal-logés, particulièrement des jeunes ménages et des travailleurs étrangers, n'a pas suffi à convaincre le gaullisme qu'il fallait pratiquer une politique systématique de logements sociaux (à des loyers abordables). Bien au contraire, dans ce domaine et plus visiblement qu'ailleurs, il a appliqué son orientation de désarmement financier de l'Etat et d'abandon de ses responsabilités au profit des banques.

Le résultat est là. Après un essor notable en 1963 et en 1964, la construction de logements essentiellement dus à l'initiative privée est depuis en déclin rapide, parce que le nombre des Français capables de consacrer 1.200 F ou davantage par mois à leur logement est forcément très restreint. C'est une politique de classe particulièrement claire. On ne peut se loger correctement par son seul travail, il faut de la fortune familiale. On assiste ainsi à ce paradoxe inadmissible : d'un côté, 80 à 100.000 logements neufs restent vides; d'un autre côté, des millions de travailleurs vivent dans des logements surpeuplés ou des taudis, voire dans des bidonvilles.

Mais ce ne sont pas les seules attaques contre les conditions de vie des travailleurs. Il y a pire.

Un gouvernement d'orientation socialiste n'aurait sans doute besoin que de cinq ans pour porter remède aux situations les plus urgentes causées par cette crise du logement. Mais l'impérialisme libérale pratiquée par le gaullisme naufrage nos villes elles-mêmes. La population urbaine française va doubler dans les trente prochaines années, alors que la durée de vie d'une maison dépasse soixante-dix ans. C'est donc maintenant, au moment où les générations nouvelles arrivent à l'âge adulte, que s'engage irrémédiablement l'organisation de l'espace français pour la fin du siècle.

Or, toutes nos villes sont de plus en plus saturées du point de vue de la circulation. Leurs banlieues souffrent d'un sous-équipement de plus en plus grave, surtout en matière de transport urbain et d'organisation scolaire; le financement des équipements collectifs est de plus en plus difficile et de plus en plus coûteux.

Enfin, dans nos communes trop petites et trop nombreuses, il n'existe pas d'autorité ayant pouvoir d'apporter des remèdes à cette situation.

Mais, pour éviter que n'apparaisse dans moins d'une dizaine d'années une paralysie presque complète des communications dans la plupart de nos grandes villes, il faut mettre un terme définitif à la spéculation foncière, remembrer les communes en redonnant de l'autorité aux élus des nouvelles collectivités territoriales, ce qui suppose un processus démocratique et non autoritaire; il faut transformer profondément la fiscalité locale. Il faut enfin décentraliser les décisions de création d'équipement. Une telle politique violera de nombreux intérêts. Elle doit donc s'appuyer sur une volonté populaire puissante.

Une politique socialiste est la condition d'un urbanisme qui permette de faire des villes où il fasse bon vivre.

C'est pourquoi le P.S.U. mènera une campagne permanente :

- pour la municipalisation du sol à bâtir;
- pour la création d'un service national de l'habitat ;
- pour la création d'entreprises publiques de construction dans le but de rationaliser et de moderniser l'industrie du bâtiment ;
- pour la création de sociétés d'urbanisme publiques qui seules pourraient avoir la charge des projets d'aménagement et de rénovation urbains.

Là encore, les sections et les fédérations auront à prendre des initiatives pour élargir cette campagne à tous les milieux populaires. Chaque fois qu'elles le pourront, elles prépareront l'élaboration en commun de programmes d'action municipale ou régionale pour mettre un terme aux agissements des spéculateurs, combattre les carences de l'initiative privée et des collectivités réactionnaires, animer les comités de grands ensembles et de quartiers soumis à rénovation.

c) L'ENSEIGNEMENT ET L'INSERTION DES JEUNES DANS LA SOCIÉTÉ.

1) *La jeunesse.* — Le temps des slogans et des phrases creuses sur la jeunesse est dépassé. De plus, des échéances urgentes attendent le parti dans les années qui viennent; il ne suffit

plus de répéter que nous sommes « jeunes et dynamiques » et que nous sommes « le parti de votre avenir » ; il faut définir les solutions qui permettront de répondre à la révolte d'un nombre grandissant de jeunes contre le type de société qu'on leur impose.

La jeunesse, plus encore que les autres catégories d'âge, subit « l'aliénation par la consommation ». Il serait très grave de laisser se perpétuer l'ignorance ou la démission de la gauche, devant ce phénomène considéré comme un mal nécessaire. Le Congrès devra donner mandat à la commission Jeunesse de fixer les objectifs et de proposer les moyens afin de combattre les forces responsables de cette exploitation particulièrement criante et de libérer la jeunesse de ceux qui créent artificiellement des besoins et en même temps l'étouffent.

Un certain nombre de campagnes seront notamment mises au point :

— pour dénoncer la carence de l'Etat gaulliste dans le domaine des équipements collectifs en matière de loisirs et de sports ; pour combattre la mainmise progressive des établissements bancaires sur toute l'organisation du tourisme et des loisirs en France ; pour alerter l'opinion sur le danger d'une prise en charge par des entreprises privées qui lient leur activité à la valorisation spéculative des terrains et sacrifient le contenu culturel. Il faudra définir les formes et les conditions d'une véritable politique des « loisirs populaires ».

— pour écarter, dans le domaine du sport, aussi bien la politique de prestige gaulliste, sacrifiant les intérêts de la masse, que la politique de clocher, créatrice des petits stades communaux sans possibilité d'animateurs. Seul, un Office autonome des Sports, décentralisé suivant les régions, sera capable d'assurer à la fois l'animation et une planification régionale des moyens.

— en ce qui concerne les Maisons de Jeunes, le P.S.U. mettra en avant les mots d'ordre tendant à assurer l'autonomie de leur administration, leur gestion par les jeunes eux-mêmes, leur ouverture aux inorganisés sans aucune discrimination. Le parti devra, avec toute la souplesse nécessaire, procurer à ceux de ses membres qui militent dans les Maisons de Jeunes, l'occasion de confronter leurs expériences et de définir en commun les formes d'action efficaces.

Le problème le plus important reste la double aliénation dans le travail que subissent les jeunes avant le service militaire : en effet, non

seulement ils ont les mêmes servitudes que les autres travailleurs, et en particulier l'absence de garantie d'emploi, mais de plus, ils restent constamment en fait des sujets de deuxième zone. C'est aux jeunes syndicalistes, soutenus par le Parti, qu'il appartient de mener la bataille émancipatrice pour le droit à la parole et la garantie de formation et d'emploi.

2) *L'Enseignement.* — Les années qui viennent seront dominées par trois problèmes essentiels :

a) *L'éducation permanente.* — Il ne s'agit ni de cours du soir chers aux bonnes âmes, ni de l'éducation sous contrôle capitaliste que nous préparent les technocrates, ni du vieux mythe de la culture générale cher à la gauche libérale. C'est une véritable révolution pédagogique et un changement décisif de la maternelle aux facultés qu'il faut accomplir. Il faut assurer :

— l'orientation positive et progressive de tous les enfants, toute sortie des études n'étant que provisoire et comportant une formation professionnelle ;

— un changement du contenu de l'enseignement. Dans une société moderne, bouleversée sans cesse par le renouvellement accéléré des techniques, c'est l'aptitude à apprendre et à critiquer qu'il faut enseigner et non l'encyclopédisme, ce qui suppose :

— dans l'enseignement obligatoire, une formation de base et un tronc commun avec un enseignement à vitesse variable débouchant sur une formation professionnelle ;

— dans l'Université, la réalisation d'un enseignement collectif où l'initiative est donnée à l'étudiant, responsable de sa propre formation, où les chances sont égalisées par la conquête d'une allocation d'études sur critères universitaires.

b) *La formation professionnelle.*

— Elle est souvent caractérisée actuellement par une production de chômeurs, comme par son caractère dogmatique. La formation professionnelle doit être un cas particulier de l'éducation permanente et se prolonger dans la vie professionnelle par une réactualisation des connaissances dans des centres universitaires où les syndicats devront avoir leur place (élargissement des Assedic, retrait de la tutelle patronale sur la formation professionnelle). Dans le cas particulier de la formation des maîtres, quel que soit le degré d'enseignement, elle doit se faire en partie ou tout entière au contact de la recherche, c'est-à-dire de l'Enseignement

supérieur.

c) *La recherche* est l'un des grands problèmes du moment et l'enjeu est de taille : ou cette force de production passe sous le contrôle du néo-capitalisme et tout l'avenir de notre société est compromis, ou elle passe sous contrôle démocratique et la construction du socialisme devient possible.

Dans l'immédiat, le P.S.U. doit se battre pour :

— le renforcement du contrôle de la recherche par les chercheurs;

— le changement des choix politiques faits par le gouvernement, en particulier la priorité qu'il accorde à la recherche atomique improductive.

C'est dans ce domaine de l'Enseignement et de la Jeunesse que l'expansion du P.S.U. a été la plus forte ; c'est dans ces deux secteurs que nous avons les responsabilités les plus contraignantes à assurer de façon spécifique.

d) LA LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME AMERICAIN.

La politique du gouvernement des Etats-Unis, appuyée par de gigantesques moyens, constitue sur tous les points du globe, et sous des formes variables (militaire, politique ou économique), l'obstacle principal auquel se heurte toute expérience des mouvements socialistes ou simplement progressistes, la base essentielle des renforts que reçoivent les adversaires de ces mouvements. Face à cet adversaire commun, il n'est que temps que soient coordonnés les moyens de défense et de contre-offensive, que s'affirme la solidarité internationale des travailleurs, faute de quoi une série de graves défaites menace les forces socialistes isolées. Pour une part limitée, le P.S.U. peut pour sa part contribuer à ce rassemblement; il peut renforcer du même coup le sens de son propre combat.

1. *Le Vietnam.* — Parce que l'agression américaine représente le danger principal pour l'ensemble du mouvement socialiste, le P.S.U. se doit d'accorder au Vietnam une attention prioritaire. Il rappellera sans cesse les conditions qui sont les seules à permettre le rétablissement de la paix et qui résident dans les déclarations du F.N.L. et du gouvernement de Hanoï. Il soutiendra toutes les initiatives, matérielles ou politiques, de nature à affirmer sa solidarité avec la lutte du peuple vietnamien. Il appellera en particulier ses militants à ren-

forcer l'action du Comité Vietnam National, en l'étendant à l'ensemble de la population; il s'efforcera de coordonner son action avec celle des partis et organisations politiques et sociales des autres pays, notamment en Europe.

2. *Les rapports avec le tiers monde.*

— La politique de prestige gaulliste s'avère impuissante à définir les termes d'une véritable coopération avec les pays du tiers monde, tandis que les erreurs passées des partis de la gauche française les disqualifient pour prendre la relève. Dans ce domaine encore, le P.S.U. peut exploiter au maximum les atouts qui sont les siens et le prestige dont il jouit.

Le Congrès du Parti devra mettre au travail les nombreux militants compétents dans ce domaine — qu'ils résident en France ou dans les pays du tiers monde — pour proposer les bases d'une nouvelle politique de la coopération :

— Lutte contre le néo-colonialisme au niveau international ou des rapports bilatéraux ; propositions pour modifier les termes d'échange par la stabilisation des cours des matières premières ; lutte contre l'activité des sociétés commerciales dans l'exploitation du tiers monde;

— Promotion d'une politique d'aide et de coopération efficace, en encourageant les projets effectivement rentables, en aidant à une véritable transformation des structures mises en place par le colonialisme ; en accroissant l'efficacité de l'aide par une formation préalable des coopérants et une meilleure définition de leur statut ;

— Solidarité active avec toutes les forces progressistes contre la collusion des nouvelles couches dirigeantes des pays du tiers monde avec le néo-colonialisme.

3. *L'Europe.* — Le P.S.U. a défini dans son programme sa position en face d'une Europe démocratique et socialiste, indépendante à l'égard des U.S.A., son hostilité à « la petite Europe des Six, dominée par une technocratie alliée aux cartels internationaux », sa volonté de lutter d'abord dans le cadre du Marché commun, puis dans un cadre plus vaste, pour un contrôle démocratique des organismes directeurs de l'économie européenne.

La réalisation de tels objectifs suppose que le P.S.U. détermine à son prochain Congrès les moyens d'établir des rapports suivis avec les représentants de la gauche socialiste en Europe, qui partagent les mêmes objectifs.

De tels rapports seront établis à la fois sur le plan bilatéral (relation de parti à parti), et, chaque fois que cela sera possible, sur le plan de conférences générales comme celle qui s'est tenue à Bruxelles le 9 avril dernier. Le P.S.U. fera, à l'occasion de ces rencontres, des propositions précises qui permettront de coordonner les efforts des travailleurs européens, contre l'emprise du néo-capitalisme en Europe.

Il montrera ainsi dans l'action que la lutte contre la mainmise américaine et pour le socialisme ne peut se développer que dans le cadre de vastes ensembles.

III. — *Le P.S.U.* *dans la coalition de la gauche*

C'est en fonction des objectifs de programme que le P.S.U. doit résoudre le problème de ses alliances ; c'est en fonction du contenu du programme qu'il doit répondre à la question publiquement posée de ses rapports avec la F.G.D.S. Personne ne comprendrait que le 5^e Congrès n'apporte pas une réponse parfaitement claire à un problème qui n'a pas à dominer nos débats, mais dont la solution conditionne l'orientation du parti au cours des prochains mois.

1. La présente période est marquée par une forte tendance au regroupement et à la simplification de la vie politique. Le phénomène gaulliste, récente élection du Président de la République au suffrage universel, le scrutin majoritaire à deux tours contribuent à amplifier cette tendance (1).

2.— *Le P.S.U. est lui-même le résultat d'un premier regroupement.* Il a réalisé en son sein la fusion de militants qui apportaient avec eux une tradition et des mentalités différentes. Il a le premier réglé le difficile problème du travail au sein d'un même parti de militants croyants ou incroyants, réunis sur la base d'une commune option socialiste. Il a le premier également associé en son sein des militants de toutes les centrales syndicales. Il a surtout prouvé, par l'intégration de nouveaux adhérents qui constituent aujourd'hui plus de la moitié de ses effectifs, qu'il existe une stratégie socialiste autonome du P.S.U. qui doit de moins en moins aux composantes originelles et de plus en plus à l'élaboration commune.

3.— Il est cependant évident que le stade actuellement atteint ne saurait être considéré comme satisfaisant et qu'il faudra franchir d'autres étapes. Il est non moins vrai que le parti n'est pas un but en soi mais un outil et un moyen d'action pour l'instauration d'une

société socialiste. Le P.S.U. ne peut donc écarter a priori les regroupements ou les fusions qui, dans certaines circonstances et à certaines conditions, peuvent s'avérer nécessaires pour faire progresser le mouvement ouvrier. Le P.S.U. doit dire qu'il appelle de ses vœux la formation d'un grand Parti Socialiste regroupant l'essentiel des forces anticapitalistes, qu'il ne considère nullement comme intangibles les frontières des organisations actuelles. Mais le P.S.U. doit en même temps constater qu'aujourd'hui la clarification des programmes politiques, l'affirmation d'options socialistes claires dans le domaine économique et social, la rupture de toute solidarité avec l'atlantisme, la mise sur pied de structures démocratiques établissant au niveau des sections et des fédérations le contrôle des militants sur l'appareil de direction, constituent des préalables absolus à toute tentative de regroupement.

4.— Il est parfaitement clair que ces conditions sont loin d'être remplies et que la Fédération de la Gauche, en particulier, en dépit de changements réels, reste fort loin du P.S.U. dans ces différents domaines. *Un ralliement du P.S.U. à la Fédération impliquerait donc pour celui-ci l'abandon de ses positions essentielles.* Combien de militants du P.S.U. sont prêts à accepter ce sacrifice ?

5.— *Le P.S.U. n'a pas à réduire son horizon à la seule gauche non communiste.* Lorsque Pierre Bérégovoy affirme (C.R. du dernier C.P.N.) qu'« il souhaite depuis 1958 que se constitue, face au P.C., un grand parti de la gauche », il reprend simplement une thèse écartée par tous nos congrès. Jamais aucune instance nationale du P.S.U. n'a accepté de faire du regroupement organique de la gauche non communiste une étape vers l'unité de toute la gauche.

C'est commettre une erreur que de n'attacher d'importance qu'aux transformations de la Fédération et négliger constamment ce qui se passe à l'intérieur du P.C., depuis que tombant une à une les contraintes de la période stalinienne, depuis que n'existe plus un seul Etat comme référence du communisme international. Que cette évolution soit confuse, ambiguë, c'est vrai, que la direction du P.C. soit à l'heure actuelle fort loin d'envisager son combat sur les positions de l'alternative socialiste, ça l'est encore, mais qui ne constate en même temps la remise en question hésitante de positions sclérosées en matière économique et sociale; qui ne sent les réactions que provoque la guerre du Vietnam ? Tout affaiblissement du « courant d'alternative socialiste » affaiblit et retarde l'évolution du Parti Communiste ; du

même coup, elle accroît les chances d'une nouvelle expérience de Centre Gauche dont le P.C. sera peut-être au début la caution, mais dont le mouvement socialiste sera en fin de compte sûrement la victime.

6.— Pour ces différentes raisons, notre 5^e Congrès ne doit pas donner à la direction du Parti le mandat d'entamer une procédure conduisant à une adhésion ou à une association à la F.G.D.S., voire à une confédération avec elle.

Bien entendu, une telle prise de position n'implique aucun refus de discussion sur les questions d'orientation et de programme. Le P.S.U., au contraire, ne ménagera pas ses efforts pour faire progresser la conception d'un programme commun de rupture avec l'ordre établi, susceptible de bouleverser l'équilibre économique et social du régime.

En fonction d'une évolution de la coalition de gauche dans ce sens, un Congrès national extraordinaire pourra donner un nouveau mandat à la direction nationale sur le problème des regroupements.

7.— Le P.S.U. n'est pas la quatrième famille de la Fédération; il s'inscrit dans la coalition de gauche comme l'élément le plus actif du courant d'alternative socialiste, qui voit dans la démocratie socialiste la seule réponse au capitalisme technocratique, qu'incarne le gaullisme, et comme la seule base sur laquelle l'unité de la gauche peut se renforcer en remportant de durables victoires.

8. — Le dialogue avec les forces syndicales a pris des formes diverses : contacts personnels, colloques et débats ont permis de déterminer dans bien des secteurs une commune manière d'aborder les problèmes. Nous voici maintenant à l'heure des échéances : de plus en plus nombreux sont les syndicalistes qui sentent le besoin de dépasser les actions partielles et les revendications catégorielles, de les coordonner et de leur donner un débouché politique, faute de quoi ne peuvent être évités les dangers du corporatisme. Dans plusieurs syndicats (ouvriers, agricoles, enseignants, étudiants), nos camarades ont d'autre part été amenés à prendre des responsabilités ; ils se tournent maintenant vers leur parti et lui demandent son appui pour développer leur action dans le sens de l'Alternative Socialiste. La réponse à cette double demande ne réside ni dans la conception de la « courroie de transmission » qui relègue le syndicat au rôle de simple appendice du parti politique, ni non plus dans la conception qui sépare totalement l'action syndicale des choix politiques.

À l'heure actuelle, la recherche d'une convergence sur les problèmes de fond est le meilleur moyen de faire avancer la réflexion sur les conditions d'une stratégie commune.

Dans les mouvements de jeunesse, plus particulièrement dans les Maisons de Jeunes, dans les groupements culturels ou sociaux, la même évolution, le même besoin de trouver un prolongement politique, se font actuellement sentir.

Il y a là, pour le P.S.U., des secteurs d'influence et d'expansion qui sont aussi importants que celui des forces politiques; c'est en déterminant les moyens appropriés pour y intervenir, c'est en fixant les mots d'ordre qui permettent de dépasser la simple action revendicative pour mettre en cause les structures de la société, que le P.S.U. fera un choix, ce qui est tout le contraire d'une politique d'isolement, puisqu'elle renoue avec la stratégie du Front Socialiste, définie au Congrès de Clichy.

IV. — L'organisation du P.S.U.

Toute orientation décidée au Congrès, toute campagne d'action destinée à la développer, resteront lettre morte, si des mesures précises, concernant la prochaine direction du Parti et le fonctionnement interne de celui-ci ne sont pas prises en même temps. Dans le cadre des statuts actuels, il est possible d'une part de proposer quelques mesures urgentes, d'autre part d'organiser dans le Parti des expériences qui permettront ensuite d'aller plus loin.

1) LE BUREAU NATIONAL.

L'orientation politique sera déterminée en fonction des débats du Congrès et de l'élection des organismes de direction. Cela est nécessaire, mais insuffisant. Le Bureau National, qui assure la direction effective du Parti, a besoin d'un profond renouvellement puisque sa composition n'a pas été sensiblement modifiée depuis cinq ans. Nous proposons à cet effet un Bureau National de 15 à 20 membres tenant compte de la diversité politique du Parti, composé de membres de la région parisienne mais aussi de provinciaux. Les réunions auront lieu par quinzaine et seront suffisamment longues (au besoin une journée) pour permettre aux camarades de province d'y participer pleinement. Le Bureau désignera en son sein un *Secrétariat* de 4 à 5 membres. Le Bureau désignera également en son sein les responsables des *Commissions Permanentes* dont le rôle sera d'animer, avec toutes les collaborations nécessaires, les grands secteurs d'activité du Parti

et au moins :

- 1° La Commission Economique et Sociale;
- 2° La Commission de Formation;
- 3° La Commission de Propagande;
- 4° La Commission Internationale;
- 5° La Commission Financière (chargée non seulement de gérer les finances du Parti mais de trouver et de mettre en œuvre les moyens dont il a besoin pour vivre) ;
- 6° La Commission Enseignement et Jeunesse;
- 7° La Commission des Publications (chargée de donner au Parti les informations dont il a en permanence besoin et de coordonner l'ensemble des publications externes).

2) LE COMITE POLITIQUE NATIONAL.

Le C.P.N. doit être non seulement entre deux congrès l'organisme qui contrôle l'application de la politique arrêtée, il est aussi l'organisme qui anime les grands secteurs d'activité du Parti, qui décide des initiatives à prendre, des problèmes à étudier. Pour remplir ce double rôle, le C.P.N. devra profondément modifier ses méthodes de travail. Sans qu'il soit possible d'entrer dans les détails, il faut indiquer l'esprit des réformes indispensables. La moitié au moins de chaque session sera consacrée au travail en commissions (chaque membre du C.P.N. appartenant obligatoirement à l'une d'elles et une seule) ; les séances plénières seront consacrées aux discussions introduites par des rapports des commissions ou du Bureau National, etc.

3) LES REGIONS.

Il n'est plus possible de morceler l'activité du Parti dans des Fédérations départementales souvent faibles ; des problèmes comme la formation, la politique économique et sociale, la propagande et les publications réclament, pour être résolus avec efficacité, un espace, des ressources et des possibilités en encadrement qui dépassent les moyens de bien des Fédérations.

Sans doute faudra-t-il modifier quelque peu le découpage régional et étudier particulièrement le cas de la région parisienne. Surtout, à partir du moment où des tâches de cette importance et de nature politique seront confiées aux Bureaux Régionaux, il faudra que les membres

de ceux-ci soient élus par des Congrès Régionaux, en fonction d'orientations définies par ceux-ci dans le cadre de la politique nationale.

Il faudra que ces Bureaux Régionaux disposent d'un personnel permanent et des ressources nécessaires. Il faudra que l'équivalent des Commissions Nationales soit créé dans chaque région et que les moyens soient trouvés pour assurer au sein des Commissions Nationales la participation régulière des représentants des régions. En un mot, il s'agit d'appliquer d'abord au fonctionnement interne du P.S.U. la décentralisation que nous proposons pour le pays. Il s'agit de rompre avec le parti jacobin, centralisé, qui ne répond plus aux nécessités d'aujourd'hui, qui est impropre à la circulation et la confrontation des idées, qui isole les dirigeants nationaux de la réalité du Parti.

4) DES STRUCTURES POUR LA JEUNESSE.

C'est un fait que la campagne législative a amené un flot d'adhésions au P.S.U., que celles-ci sont en majorité des adhésions de jeunes, que ces jeunes n'appartiennent pas tous au milieu étudiant, que beaucoup sont de jeunes lycéens ou de jeunes travailleurs. Le Parti doit donc attacher une importance particulière à cet accueil des jeunes.

Cela pose un problème d'orientation et c'est pourquoi nous proposons de faire des problèmes de la jeunesse un des quatre grands thèmes de nos campagnes d'action. Cela pose également un problème de structures. 1965 a été l'année de relance des E.S.U.; 1967 doit être celle de la relance des J.S.U. Il serait peu sérieux de se cacher les difficultés du problème. La solution doit être sans doute cherchée dans la création de « groupes J.S.U. » (ouverts à ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas encore adhérer au P.S.U.), lié sur le plan politique aux sections et fédérations mais jouissant d'une large autonomie d'action.

CONCLUSION

Ce texte n'est qu'une esquisse qui se fixe pour but de poser les questions essentielles et d'y apporter une première réponse. Il émane de camarades qui ont souvent été en désaccord dans le passé et le seront peut-être dans l'avenir, mais qui ont en commun d'accepter une même référence aux options de Clichy et de proposer une réponse identique aux quatre questions du moment. Cette communauté de vue les conduit

à mener ensemble la préparation du prochain Congrès et à affronter ensemble les échéances qui en découleront.

Ils lancent un pressant appel aux Fédérations, aux Sections, aux militants du P.S.U. qui partagent leur orientation générale, non pas pour qu'ils adoptent intégralement ce texte, mais pour qu'ils s'en saisissent, le discutent, le complètent, le corrigent, afin que de cette large discussion sorte au 5^e Congrès du P.S.U. l'orientation qui peut seule rassembler la grande majorité du Parti et lui permettre d'engager les dures batailles des prochains mois.

Signataires

Jean ARTHUYS, Jean BARS, Michel BUCHER, Fernand CAVARAZ, Jacques COMPERE, Claude DUBOIS, Michel FONTES.

Pierre GIROD, Georges GONTCHAROFF,

Christian GUERCHE, Marc HEURGON, Henri JANODET, Jacques KERGOAT, Alain LE DILOSQUER.

Marcel LEFORESTIER, Pierre MARCHI, Maurice MILPIED, Alexandre MONTARIOL, Pierre NAVILLE, Michel ORIOL.

Jean PETIT, Rodolphe PRAGER, René SCHULBAUM, Georges SERVET, Jean-Marie VINCENT.

(1) Lors des débats du C.P.N. des 18 et 19 mars, le bilan sérieux des résultats du P.S.U. aux dernières élections législatives, n'a pas été dressé. Sans vouloir alourdir ce texte, nous nous réservons de le faire par ailleurs. Une telle analyse est indispensable pour prévoir dès maintenant la préparation des cantonales.